



# Mapping de l'engagement de la diaspora COMORES

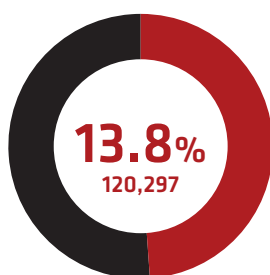
## Faits et chiffres

### Émigration<sup>1</sup>

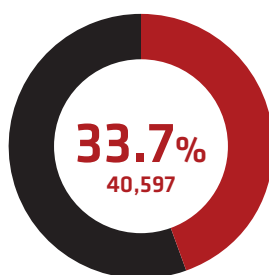
% d'émigrants dans la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 48.9%  
♀ 51.1%



♂ 44.6%  
♀ 55.4%



% des transferts de fonds dans le produit intérieur brut total : **19.3%**  
Transferts de fonds (en millions de dollars US) : **140**



### Principaux pays de destination



France + Mayotte + Réunion	40,337 + 57,991 + 2,248
Madagascar	11,932
Libye	4,557
Égypte	902
Guinée	726

### Droits civiques et politiques



Double nationalité<sup>2</sup>



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger<sup>3</sup>



Terminologie : Les Comores appellent leur diaspora "Comoriens à l'Étranger", bien que le terme diaspora soit également utilisé dans certains documents.

**Les Comores n'ont pas de politique d'engagement de la diaspora.**

<sup>1</sup> Source : D'après les statistiques de l'UNDESA sur les stocks de migrants. Cela représente probablement une sous-estimation importante, étant donné le nombre de Comoriens de la diaspora ayant d'autres nationalités. L'organisation française FORIM a estimé que la diaspora comorienne en France comprendrait entre 150 000 et 300 000 personnes) en 2014, voir : <https://www.forim.net/sites/default/files/Etude%20sur%20la%20diaspora%20des%20Comores%20en%20France%20par%20CAGF-FORIM.pdf>

<sup>2</sup> Code de la Nationalité Comorienne, 1979 ; pour une discussion des complexités de la législation comorienne sur la nationalité, voir : <http://www.comores-infos.net/le-droit-de-la-nationalite-aux-comores/> . Depuis 2008, les Comores autorisent exceptionnellement la double nationalité pour les demandes de nationalité dite "économique" des ressortissants étrangers. C'est un point de tension avec la diaspora, car la double nationalité n'est pas autorisée.

<sup>3</sup> Loi électorale de 2005 modifiée en dernier lieu le 19 septembre 2009 (Ordonnance n° 09-006/PR).

## Aperçu du cadre politique et législatif



**2011** ● **Décentralisation pour renforcer la démocratie participative et contribuer au développement local** : L'Union des Comores a adopté une série de lois en 2011 pour permettre une décentralisation plus ample dans le but de renforcer la démocratie participative et les contributions au développement local, y compris par la diaspora.<sup>4</sup> Ces lois ont permis aux autorités locales des Comores de disposer d'une plus grande autonomie pour établir des projets de co-développement avec les autorités locales d'autres pays. La plupart de ces partenariats ont été établis avec des autorités locales en France.<sup>5</sup> Bien que ces lois ne fassent pas explicitement référence à la diaspora, elles ont permis une plus grande participation de la diaspora aux activités de co-développement aux Comores.

**2018**  
▼  
**2021** ● **La stratégie pour une croissance accélérée et un développement durable (SCA2D)**<sup>6</sup> contient l'objectif stratégique 6 qui vise à promouvoir le commerce et les services à haute valeur ajoutée (tels que le droit ou les finances) et à créer des emplois décents, notamment dans les TIC. L'un des résultats attendus de cet objectif stratégique est l'optimisation des transferts de la diaspora. Il définit également la coopération décentralisée avec la diaspora comme un moyen de stimuler les économies locales, en s'appuyant sur les changements juridiques mentionnés ci-dessus.<sup>7</sup> Ce document reconnaît également que l'absence d'une politique des diasporas et de données précises sur la localisation et la composition de la diaspora constitue un obstacle à l'augmentation des flux de transferts de fonds et des investissements des diasporas.<sup>8</sup>

Le SCA2D envisage également la création d'un fonds d'investissement pour la diaspora comorienne, afin d'augmenter la productivité de leurs contributions financières et de les "canaliser vers des projets productifs", bien qu'il ne fournisse aucun détail sur la manière dont cela sera réalisé.<sup>9</sup>



### Tendances :

Les Comores ont une diaspora importante rapportée à leur population totale. Pourtant l'engagement de la diaspora n'a pas été une priorité pour le gouvernement jusqu'à une période relativement récente. Cela est dû en partie aux différences politiques existant entre le gouvernement et la diaspora.

Actuellement, le gouvernement investit dans des infrastructures telles que des routes et des hôpitaux avec l'aide du gouvernement français et de sa diaspora sur place (principalement des ressources humaines et de l'expertise). Les Comores souhaitent également encourager l'investissement et le tourisme patrimonial de leur diaspora, bien qu'il n'existe actuellement aucun programme ou dispositif officiel pour y parvenir.<sup>10</sup>

En juin 2015, le ministre de l'intérieur a annoncé la décision déclarant que la contribution de la diaspora avait un grand impact sur l'économie nationale et le développement national et

4 Loi sur l'organisation territoriale: 11-006/AU du 2 mai 2011 ; Loi sur la décentralisation : 11-005/AU du 7 avril 2011 ; Loi sur l'organisation des communes: 11-007/AU du 9 avril 2011. Disponible sur le lien suivant: <http://ageriuscabinet.com/web/wp-content/uploads/2017/02/lois-sur-la-d%C3%A9centralisation-du-21-juillet-2011.pdf>. Voir aussi: Abdérémame AHMED KOUDRA (2013), Processus de Décentralisation au Comores, disponible sur le lien suivant : [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/cifal\\_processus\\_de\\_decentralisation\\_au\\_comores\\_principes\\_bilan\\_et\\_perspectives\\_2013.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/cifal_processus_de_decentralisation_au_comores_principes_bilan_et_perspectives_2013.pdf)

5 <https://km.ambafrance.org/La-cooperation-decentralisee-en>

6 SStratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable 2018-2021, disponible sur le lien suivant : [https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwid1MCX9-roAhVTe8AKHakaAU8QFjAAegQI-BRAB&url=https%3A%2F%2Ferc.undp.org%2Fevaluation%2Fmanagementresponses%2Fkeyaction%2Fdocuments%2Fdownload%2F1156&usq=AOvVaw3lQpkUh1\\_SJFLOa7isns-G](https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwid1MCX9-roAhVTe8AKHakaAU8QFjAAegQI-BRAB&url=https%3A%2F%2Ferc.undp.org%2Fevaluation%2Fmanagementresponses%2Fkeyaction%2Fdocuments%2Fdownload%2F1156&usq=AOvVaw3lQpkUh1_SJFLOa7isns-G)

7 Ibid.

8 Ibid.

9 Ibid.

10 Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable 2018-2021, disponible sur le lien suivant : [erc.undp.org > evaluation > keyaction > documents > download](https://erc.undp.org/evaluation/keyaction/documents/download)

qu'elle devrait donc avoir une voix aux élections comoriennes.<sup>11</sup> Cependant, cette décision a finalement été annulée par la Commission électorale, qui a invoqué des "raisons techniques."<sup>12</sup> Les appels au vote de la diaspora vont se poursuivre, ce qui promet de donner à la diaspora de plus grandes possibilités de contribuer au développement du pays.

## Obstacles



- **Manque d'intérêt et de ressources politiques :** Historiquement, le gouvernement des Comores a toujours manifesté un manque d'intérêt pour sa diaspora, ainsi qu'un manque de ressources allouées à l'engagement de la diaspora, malgré la taille importante de la diaspora par rapport à la population du pays et sa dépendance vis-à-vis des envois de fonds. L'absence d'une politique de la diaspora et de données précises sur la localisation et la composition de sa diaspora est un obstacle à l'augmentation des flux de transferts de fonds et des investissements de la diaspora.
- **Manque de cadres institutionnels et de structures d'engagement de la diaspora :** La politique d'engagement de la diaspora comorienne n'a guère été mise en avant, et ce n'est qu'au cours des deux dernières années (2017-2019) que le gouvernement a commencé à se pencher sur l'élaboration d'un tel cadre.
- **Concentration locale de la diaspora comorienne :** La grande majorité de la diaspora comorienne réside en France et entretient des liens étroits avec des communautés locales d'origine spécifiques. Les contributions de la diaspora comorienne - en argent, en compétences, en temps et en plaidoyer/sensibilisation - tendent à être orientées vers ces communautés locales d'origine, et il peut être difficile de les réorienter vers des programmes nationaux en l'absence de cadres et d'incitations à l'engagement et en raison d'un manque de confiance dans le gouvernement.

## SPOTLIGHT: Pratiques efficaces



### Développer l'engagement de la diaspora aux Comores<sup>13</sup>

Le gouvernement des Comores commence à s'intéresser davantage à l'engagement de la diaspora, et travaille actuellement avec l'OIM pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du gouvernement SCA2D et du Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD). L'OIM aide également à la mise en œuvre d'un projet d'engagement de la diaspora qui cherche à mobiliser, entre autres, les ressources humaines de la diaspora (investissements, capital social, capital politique), afin de renforcer les capacités des acteurs nationaux, de favoriser le dialogue et de développer des stratégies multisectorielles pour tirer parti des contributions de la diaspora au développement national.

RENFORCEMENT  
DES CAPACITÉS

11 <https://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1503240734&Country=Comoros&topic=Politics&subtopic=Forecast&subsubtopic=Election+watch>

12 <https://africanarguments.org/2016/02/18/presidential-elections-in-the-comoros-whose-turn-is-it-anyway/>

13 <https://www.iom.int/news/un-migration-agency-opens-office-moroni-union-comoros>



## Le programme de co-développement franco-comorien (FCCP)<sup>14</sup>

### FINANCEMENT DE PROJETS

Financé par le gouvernement français, le FCCP visait à soutenir les migrants comoriens dans leur engagement pour le développement du pays. Le FCCP a procédé à la première sélection des demandes de subvention de l'appel à projets lors de la réunion de son comité de sélection à Moroni en 2013, avec un cycle ultérieur en 2014. Les projets financés comprenaient des initiatives dans les domaines de l'éducation, de la santé et des entreprises. La priorité a été donnée aux projets conjoints des autorités locales et des groupes de la diaspora afin de permettre la participation des bénéficiaires et un plus grand renforcement des capacités. Cette approche visait à capitaliser sur le processus de décentralisation initié par l'Union des Comores. Les résultats de ce programme ne sont cependant pas clairs.

<sup>14</sup> <https://www.codevcomores.org/le-codeveloppement.php>

## Annexe :

# Liste des acteurs

### Institutions liées à la diaspora



- **Au niveau régional**

**Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO) [www.au-cido.int](http://www.au-cido.int)**

Les Comores désignent un point focal de la diaspora aux réunions continentales de la Direction des citoyens et de la diaspora de l'UA (AU CIDO).

**Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) [www.sadc.int](http://www.sadc.int)**

L'Union des Comores a été admise au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) lors de son 37e sommet des chefs d'État et de gouvernement en août 2017. Elle en est ensuite devenue membre à part entière lors du 38e sommet des chefs d'État et de gouvernement en août 2018 à Windhoek en Namibie.

**Ligue arabe <http://www.lasportal.org/Pages/Welcome.aspx>**

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

**Ministère des affaires étrangères et de la coopération <http://www.diplomatie.gouv.km/>**

Le ministère des affaires étrangères et de la coopération promeut les intérêts des Comores à l'étranger et est responsable de la diaspora comorienne.

**Présidence de l'Union des Comores <https://beit-salam.km/>**

- Au niveau local

N/A, bien que les communautés de la diaspora comorienne maintiennent des liens avec leurs communautés d'origine au niveau local et sont plus susceptibles de mobiliser des ressources pour des projets locaux plutôt que nationaux.

## Organisations de la diaspora en Europe<sup>15</sup>



**Association Franco-Comorienne pour le Développement et l'Amitié de Mohéli (AFCDAM) humanitaire**  
France <http://www.afcdam.org>

**Activités de développement**

L'AFCDAM s'emploie à soutenir l'intégration des Comoriens en France, à promouvoir la culture comorienne, et entreprend également des projets de renforcement des capacités et des dons de matériel médical aux cliniques des Comores.

### **Fédération Des Associations Comoriennes De France (FACOF)**

**Activités de développement**

La FACOF s'efforce de soutenir la diaspora comorienne en France en matière d'intégration. Elle propose également des formations et des enseignements en France et aux Comores.

**Plateforme des Associations Comoriennes de la Seine-Saint-Denis (PFAC) France**  
<http://www.pfac-93.org/>

**Activités de développement**

La PFAC est un groupe de coordination des organisations de la diaspora comorienne en Seine-Saint-Denis, France. Il s'emploie à soutenir la diaspora comorienne en France, ainsi qu'à fournir des formations et du matériel médical et éducatif aux Comores.

**L'Union des Femmes Comoriennes** France

**Activités de développement**

L'organisation travaille à la promotion des femmes et se bat pour les droits des enfants. Elle fournit également des formations et un soutien humanitaire aux Comores.

**Coordination des Associations de la Diaspora Comorienne (DIASCOM) France 2000**  
<https://www.comores-online.com/mwezinet/associations/diascom.htm>

La DIASCOM représente une cinquantaine d'organisations de la diaspora comorienne en France. Elle s'efforce de soutenir les Comoriens en France dans leur intégration et de promouvoir la culture comorienne.

<sup>15</sup> Il existe plusieurs centaines de petites organisations de la diaspora comorienne basées en France, selon le registre officiel français <https://www.journal-officiel.gouv.fr/>

Rédigé par : **AFFORD**  
Edité par : **EUDiF**  
Avril 2020



Financé par  
l'Union européenne

